

Un fil rouge pour la culture

Recommandations pour une politique culturelle bruxelloise avisée

Les arts sont en pleine effervescence à Bruxelles. En 2024, Bruxelles est une ville hyper-diversifiée, où cohabitent plus de nationalités que partout ailleurs en Europe. Sa position territoriale, ses liaisons rapides avec les autres grandes villes, son coût de vie relativement abordable par rapport aux autres capitales d'Europe occidentale et ses fortes traditions artistiques font de la ville une porte d'entrée en Belgique pour les artistes du monde entier. Elle sert également de vitrine à de nombreux-ses artistes belges qui y montrent leur travail, leur carrière internationale s'y appuie. Bruxelles est la ville artistique par excellence.

Une ville aussi dynamique ne peut que bénéficier d'une politique culturelle avisée : une politique culturelle qui s'appuie sur les organisations et les artistes qui font vivre la ville ; une politique culturelle qui se construit du bas vers le haut, à partir des initiatives présentes. Une politique culturelle, qui se nourrit des autres niveaux politiques, des autres compétences et des autres communautés.

À la veille des élections de 2024, le Réseau des Arts à Bruxelles (RAB/BKO) formule une série de recommandations concrètes pour une politique culturelle bruxelloise avisée. Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Il sert de fil rouge, pour aider à clarifier la complexité, pour faire converger les points de vue, pour mettre en évidence les liens entre les différentes questions. Formulées sur base de discussions avec les acteur-ices de terrain et à partir de recherches déjà publiées, ces recommandations résultent également de l'ensemble des consultations et réflexions menées par le RAB/BKO ces dernières années, notamment dans le cadre de l'étude <u>Chaos créatif</u> (2019) ou du <u>Plan Culturel pour Bruxelles</u> (2009). Ces publications demeurent pertinentes : plusieurs problématiques qui y sont abordées apparaissent depuis des années dans les notes politiques, les plans culturels et les mémorandums.

En outre, plusieurs acteur-ices du secteur ont publié ces dernières semaines de nouvelles recommandations concrètes. Nous les avons reprises à la fin de ce texte. Les recommandations qui suivent concernent Bruxelles, mais doivent être lues comme complémentaires et indissociables d'autres propositions ayant trait aux différents niveaux de pouvoir belges. Bien davantage que d'autres villes belges, Bruxelles est confrontée aux problématiques rencontrées actuellement par les grandes villes. À Bruxelles, presque tous les niveaux décisionnels politiques (communal, communautaire, régional, fédéral) ont, à divers degrés, un rôle à jouer au niveau culturel.

Certaines recommandations sont récurrentes dans ce document : elles constituent un fil rouge qui relient les différents thèmes abordés ou sont liées à des décisions prises en lien avec plusieurs compétences ou niveaux politiques. Lorsqu'un·e artiste étranger·e arrive à Bruxelles, il·elle se heurte à plusieurs obstacles : il n'existe pour l'instant pas de "guichet unique" culturel où cet·te artiste pourrait être aidé·e dans plusieurs langues. Bruxelles ne dispose pas non plus de cartographie culturelle permettant à cet·te artiste de découvrir l'ensemble du paysage artistiques, les opportunités ou les collaborations possibles, les espaces qui pourraient lui servir d'atelier.

Plusieurs des recommandations préconisent de coopérer au-delà des cloisonnements politiques, linguistiques et culturels. Certaines recommandations peuvent également être considérées dans un cadre plus vaste et plus ambitieux, et dans une perspective qui va au-delà de la fin des prochaines législatures, par exemple à l'horizon de 2030.

Avec ces recommandations, nous voulons faire entendre la voix des acteur-ices culturel·les bruxellois·es aux futur-es décideur-euses politiques. Nous espérons qu'elles inspireront le déploiement d'une politique culturelle cohérente, durable et inclusive, en adéquation avec la ville, ses habitant-es, ses artistes et ses opérateurs culturels.

Table des matières

	Introduction	p. 1
01	Soutien aux artistes, guichet unique	p. 3
02	Gouvernance et collaboration	p. 4
03	Diversité, inclusion et multilinguisme	p. 6
04	Infrastructure et espace public	p. 8
05	Enseignement, formations et emploi	p. 10
06	Durabilité	p. 12
07	Tourisme, communication culturelle et marketing urbain	p. 13
	Conclusion	p. 14
	Sources & colophon	p. 15



01 | Soutien aux artistes, guichet unique

Annoncé dans les accords de gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Communauté française, évoqué à plusieurs reprises lors des concertations interministérielles, le "guichet unique" multilingue où les artistes seraient aidé-es pour s'orienter administrativement, entre autres, est resté lettre morte pour l'instant, à l'exception d'une étude interne supervisée par Impact Consulting. Bruxelles a besoin d'un guichet unique à l'échelle de la Région afin de simplifier les procédures administratives pour les artistes. Lors de la création et du développement d'un tel guichet, il convient d'impliquer tous les réseaux et toutes les parties prenantes des deux côtés de la frontière linguistique : à la fois donc le RAB/BKO, La Concertation, Brussels Museums, FEAS, oKo et les autres fédérations concernées, ainsi que les organisations qui prennent déjà en charge certains besoins du secteur comme l'Atelier des droits sociaux, SMART, Kunstenpunt, Cultuurloket, Amplo, IDEJI, Îles, ... Visit.brussels et Hub.brussels sont également des partenaires naturels. Le guichet unique de Bruxelles serait une entité centrale financée par les autorités régionales ainsi que par d'éventuelles contributions des communautés et du fédéral.

Les tâches principales ont été définies de diverses manières dans le passé, mais pourraient comprendre, par exemple, les éléments suivants :

Information & communication

Fonctionner comme un centre d'information central : collecter et fournir des informations pertinentes sur les événements culturels, les subventions et les installations disponibles. Donner aux artistes et aux organisations un accès rapide à des données essentielles les concernant tous·tes.

Conseil et soutien

Fournir des conseils professionnels aux artistes sur des questions juridiques, financières et d'organisation d'événements, afin d'accroître leur efficacité.

Simplification administrative

Simplifier les procédures administratives en centralisant les demandes de permis, les programmes de subventions et autres processus administratifs, permettant ainsi aux artistes d'accéder plus facilement aux ressources dont ils-elles ont besoin. Idéalement, le guichet unique pourrait faire partie d'un système plus large et centralisé de soutien aux artistes, comprenant des ateliers et des logements abordables afin de stimuler une communauté créative bruxelloise dynamique et durable.

Mise en réseau

Faciliter les possibilités de mise en réseau et de collaboration entre les artistes, les organisations culturelles et les différents pouvoirs publics en encourageant l'échange d'idées et de ressources.

Une étude plus approfondie est absolument nécessaire pour que ce projet aboutisse. Entre temps, le gouvernement fédéral a pris des mesures pour professionnaliser le statut juridique des artistes avec la réforme des règles de sécurité sociale pour les travailleur-euses des arts. En automne 2023, la nouvelle Commission du travail des arts a été créée et le site www.workinginthearts.be a été lancé, la plateforme digitale ayant trait à tout ce qui concerne l'emploi culturel et artistique.

Deux recommandations concrètes :

- Réaliser davantage de recherches globales sur les conditions de travail et les rémunérations des artistes
 à Bruxelles, en impliquant les fédérations et d'autres structures représentant les artistes (FAP, Artists
 Coalition, SOTA, Facir, CTEJ, Union des Artistes, ...)
- Les politiques devraient davantage soutenir les organisations qui représentent déjà les artistes (souvent sans soutien actuellement).



02 | Gouvernance et collaboration

En 2019, le RAB/BKO a dressé le tableau de la complexité du contexte institutionnel bruxellois en publiant Chaos créatif. Le manque de coordination entre les nombreuses couches institutionnelles bruxelloises conduit souvent à des situations absurdes. Les artistes, les travailleur-euses et les organisations artistiques bruxellois-ses bénéficieraient tous-tes d'une meilleure concertation des acteur-ices politiques entre elle-ux et avec le terrain. Une véritable politique culturelle bruxelloise ne sera fructueuse que si l'on regarde tous-tes dans la même direction.

Politique et stratégie coordonnées

Développer une politique culturelle coordonnée qui favorise la coopération entre le niveau communal, régional, communautaire et fédéral. Cette politique devrait tenir compte des besoins spécifiques et de la diversité du secteur culturel bruxellois et être élaborée de manière concertée.

Définir le rôle de la culture dans la politique régionale

La sixième réforme de l'État a donné à la Région des compétences dans de nouveaux domaines, dont les "domaines biculturels" (beaux-arts, patrimoine culturel, musées et institutions scientifiques d'intérêt régional). La Région a ainsi réalisé le développement de KANAL - Centre Pompidou et du CIVA. Le secteur souhaite une politique culturelle régionale complète, cohérente et adaptée, qui ne se focalise pas sur le développement d'un seul musée.

Rendre le processus d'attribution des subventions plus transparent

La situation actuelle, où la politique culturelle à Bruxelles est menée de manière fragmentée et non coordonnée à travers les compétences en matière d'image, de tourisme et autres, a des conséquences négatives. Le secteur demande un cadre politique et des structures décisionnelles transparentes qui permettent l'égalité de traitement et la continuité de tous les dossiers.

Pour cela, des bonnes pratiques concrètes peuvent être mises en œuvre :

- A chaque niveau, garantir des conditions de subvention simples et claires, avec un engagement sur les délais de traitement des demandes et de communication des réponses complètes (avis inclus).
- Assurer une répartition de tâches plus nette entre les niveaux administratif et politique (c'est-à-dire les administrations et les cabinets). Différents cabinets ministériels jouent actuellement un rôle majeur dans l'attribution de l'aide.
- Lors de l'attribution des subventions, les administrations et les cabinets se laissent idéalement guider par des instances d'avis ou des comités d'experts, composés d'acteurs de terrain. Le manque de vision globale actuel crée un risque de décision arbitraire.
- Dans le nouveau cadre politique, différentes formes de soutien devraient également être envisagées : des aides aux projets, mais aussi des soutiens structurels pluriannuels pour des projets qui, au-delà des frontières linguistiques, travaillent spécifiquement sur Bruxelles et nécessitent une continuité.
- Au niveau politique, il arrive que plusieurs fonctions décisionnelles soient exercées par la même personne.
 L'enchevêtrement de ces pouvoirs devrait être scindé afin de garantir une politique culturelle transparente.

Assurer la sécurité juridique pour les organisations bicommunautaires

Le statut des organisations bicommunautaires reste ambigu. Ce flou, tout comme la clarification du statut, ne devrait pas compromettre l'existence d'organisations de qualité. Si un cadre juridique est mis en place, les organisations elles-mêmes doivent être consultées.



Partage des ressources financières

Faciliter la coopération en partageant les ressources financières entre différents niveaux du pouvoir. Envisager des programmes de subvention conjoints, où les ressources sont allouées, par exemple, par différentes communes bruxelloises et/ou une coalition de communes et de communautés (Culture Cultuur), sur la base d'objectifs et de priorités communs. Des solutions créatives en matière de cofinancement existent déjà dans la pratique : par exemple, la région investit dans l'infrastructure et les communautés et les communes investissent dans le contenu. Il faut nourrir cette créativité et la développer.

Manifestations et programmes culturels conjoints

Encourager la coopération entre les différents niveaux politiques, et avec le secteur culturel. Stimuler l'organisation d'événements et de programmes culturels conjoints qui reflètent la diversité de Bruxelles et qui osent être ambitieux. Une initiative précieuse comme Park Poétik peut servir d'exemple d'un projet ambitieux impliquant les organisations dès le départ.

En soutenant conjointement les initiatives culturelles intercommunales, les différents niveaux administratifs contribuent au développement du tissu culturel de la capitale. La stratification institutionnelle ne doit pas être une excuse pour renoncer aux collaborations. Un horizon ambitieux comme Molenbeek/Bruxelles 2030 a un rôle important à jouer à cet égard et pourrait être soutenu par toutes les autorités compétentes. De tels projets seront couronnés de succès si leur préparation débouche sur de nouvelles collaborations durables.

Impliquer le secteur dans les réglementations qui le concernent

Le secteur demande aux politiques de consulter et d'impliquer - par l'intermédiaire du RAB/BKO, les acteurs culturels avant de voter de nouvelles lois.

Exemple : les réglementations sur les nuisances sonores ont un impact sur les salles de concert, mais celles-ci n'étaient pas invitées à la table des négociations.



03 | Diversité, inclusion et multilinguisme

Il est très encourageant de constater l'émergence d'une nouvelle génération de créateur-ices issu·es de la diversité. De précieuses initiatives et propositions créatives existent sur le terrain pour diversifier la programmation, le fonctionnement des institutions et leurs publics. Mais il reste encore beaucoup à faire.

En 2020, le RAB/BKO, en collaboration avec BRUXEO et le label United Stages a mis en place un groupe de travail composé d'une vingtaine d'institutions du secteur culturel bruxellois afin de lancer une réflexion collective sur sa politique de diversité et d'inclusion. Ce groupe de travail a abouti à la <u>Charte bruxelloise pour la diversité et l'inclusion</u>. En 2023, le label <u>United Stages</u> a été intégré au RAB/BKO afin de pérenniser son impact et d'élargir son rayonnement.

Son contexte hyper-diversifié fait de Bruxelles un laboratoire de pratiques équitables. De nombreuses initiatives partent des besoins du terrain pour remonter aux institutions. <u>Article 27</u> par exemple, ou encore les nombreuses institutions qui expérimentent des tarifs alternatifs, des tickets solidaires ou "Pay What You Can". D'autres initiatives souhaitent faciliter l'accès aux organisations culturelles pour les primo-arrivants. Elles sont développées par des collectifs comme Voix des Sans Papiers ou Globe Aroma.

Trop souvent, ces mouvements se heurtent à des incompatibilités avec la politique culturelle en vigueur. Le secteur souhaite devenir plus inclusif et se diversifier, et dispose déjà de structures et d'organisations qui y travaillent activement (par exemple SoDiversity de Bruxeo, Lasso). Un travail est également effectué sur le coaching du personnel (le service de diversité Actiris, avec son plan d'action) et il existe des initiatives du gouvernement régional (equal.brussels), mais le secteur a besoin de ressources et d'un soutien supplémentaires pour devenir plus ambitieux dans ce domaine.

Le réseau recommande donc:

- Encourager les programmateurs à faire de la place aux artistes d'origines diverses pour qu'ils partagent les récits de leurs communautés.
- Soutenir les maisons de la culture pour qu'elles adoptent des politiques d'inclusion et d'égalité : de la création à la programmation en passant par l'accueil du public.
- Reconnaître la culture comme un vecteur de cohésion sociale, en soutenant les organisations qui s'y consacrent spécifiquement.
- La tarification démocratique pratiquée par les structures est en conflit avec leur obligation de générer des pourcentages élevés de recettes propres pour continuer à bénéficier de subventions. Si la politique veut soutenir de telles solutions créatives, il faudra aussi trouver des solutions créatives au niveau des subventions.
- Le caractère inclusif du secteur culturel dépend également de la place accordée à la culture dans les politiques d'inclusion en général. Rendre la culture accessible à tous·tes pourrait également commencer par des mesures concrètes relevant d'autres compétences. Des visites de musées sur prescription médicale, par exemple. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, nous appuyons la demande d'Article 27#Bruxelles d'être soutenue dans la mise en œuvre d'un dispositif de tarif social culturel pour les personnes bénéficiant de l'intervention majorée.
- Veiller à ce que le secteur culturel soit toujours impliqué dans les services publics communaux, régionaux ou autres qui travaillent sur l'inclusion et la diversité. Faire travailler une personne du service diversité d'Actiris spécifiquement sur le domaine culturel et créer des ponts entre equal.brussels et le secteur culturel.

Reconnaître et faciliter la diversité linguistique dans la programmation

Bruxelles est souvent louée pour son hyper-diversité. En revanche, la diversité linguistique est trop souvent perçue comme une menace culturelle par les autorités compétentes à Bruxelles. Cependant, le multilinguisme bruxellois présente des avantages importants. La diversité linguistique de la programmation ouvre la porte à la diversité culturelle du public. Il convient donc d'élaborer des politiques qui reconnaissent et encouragent la diversité linguistique dans les programmations culturelles. Encourager les organisations culturelles à proposer des activités dans différentes langues - en plus du français, du néerlandais et de l'anglais - et à toucher ainsi des publics plus larges.



Renforcer les compétences en matière de multilinguisme au sein du gouvernement bruxellois

Dans la législature actuelle, le multilinguisme fait partie des compétences du gouvernement bruxellois. Augmenter les ressources et créer une "administration régionale du multilinguisme" : un service capable de donner des conseils, lancer des projets, mener des recherches et élaborer des politiques avec les autres acteur-ices de la ville (culture, éducation, services publics, emploi, économie).

Soutien à la communication multilingue

Le contexte multilingue de Bruxelles entraîne des coûts qui doivent être pris en compte pour offrir un soutien financier aux organisations culturelles dans le but de faciliter la communication multilingue - sous la forme de subventions pour des services de traduction, du matériel promotionnel multilingue ou des formations linguistiques à destination du personnel.

Soutenir la formation linguistique des artistes et des travailleurs artistiques

Soutenir les artistes et les travailleur-euses artistiques qui souhaitent acquérir des compétences multilingues par le biais d'ateliers, de cours et de bourses ou en encourageant les organisations à établir des partenariats avec des collègues d'autres communautés linguistiques.

Accessibilité des services administratifs

Fournir des services administratifs accessibles et multilingues, y compris dans le "guichet unique" culturel, cf. supra. Cela comprend un soutien multilingue pour les demandes de subventions, de permis et d'autres formes d'assistance administrative.



04 | Infrastructure et espace public

Renforcer les initiatives existantes

Ces dernières années, des progrès ont été réalisés dans le domaine de l'infrastructure culturelle avec le développement et l'expansion de perspective.brussels (spots.brussels), permettant aux organisations culturelles de trouver plus facilement des espaces de travail - à partager ou non. Différents gouvernements ont soutenu ou initié des projets qui stimulent le partage d'espaces afin de lutter contre l'inoccupation et de promouvoir la coopération entre secteurs (KULT XL Ateliers, Plan Atelier, Broedplekken). Ces dernières années, de nombreuses initiatives émanant de la société civile ont été lancées, constatant le besoin d'infrastructures et le nombre de bâtiments inoccupés en ville. Il est désormais impossible d'imaginer la ville sans des initiatives telles que Communa, Toestand, etc.

Diverses expériences d'occupation temporaire ont prouvé la plus-value qu'elles apportent à la ville. Il convient de les soutenir et de les impliquer dans le développement et l'utilisation durable d'espaces (publics) de qualité, tout en garantissant des règles de sécurité et d'assurance appropriées.

Développer une cartographie complète et centralisée

Malgré le travail accompli, il existe un réel besoin d'une cartographie du secteur bruxellois qui permette d'identifier les opportunités existantes et de mettre en relation les organisations et les artistes.

Open.creatives, système élaboré par le Réseau des Arts gantois, peut servir de modèle open source. Pour appliquer ce modèle à la réalité diverse et multilingue de Bruxelles, un investissement serait nécessaire de la part de perspective.brussels, en collaboration avec les 19 communes. Le RAB/BKO peut organiser la consultation du secteur. Une collaboration avec les ICC, via creative.brussels de hub.brussels semble logique à cet égard.

Augmenter la quantité d'espaces artistiques de qualité

Outre le besoin de cartographie, il existe aussi un énorme manque d'espaces. Ce problème peut être résolu de plusieurs manières concrètes :

- Les pouvoirs locaux devraient mettre à disposition des espaces pour que les personnes et les organisations disposent d'un lieu de travail sans dépendre des financements des institutions. La Région bruxelloise et les 19 communes ont un rôle à jouer à cet égard.
- Dans les nouveaux projets de construction, fixer un pourcentage minimum pour les "équipements culturels", comme c'est déjà le cas pour les équipements collectifs.
- Encourager l'utilisation culturelle des espaces vacants. Accorder des avantages fiscaux aux propriétaires qui louent leur espace à des organisations culturelles ou à des artistes.
- Faire la distinction entre les espaces de création et les espaces ouverts au public l'aide politique se concentre encore trop souvent sur les espaces visibles. Les artistes ont besoin d'espaces pour répéter, écrire, créer, et les productions artistiques ont besoin d'espaces administratifs de qualité.
- Légiférer pour assurer un aménagement minimum des locaux occupés temporairement, en commençant par une charte pour freiner l'exploitation de bâtiments insalubres par les agences immobilières commerciales spécialisées en ateliers d'artistes.

Chercher l'inspiration en dehors de Bruxelles

En dehors de la Région, il existe de nombreuses expériences inspirantes concernant des espaces de travail pour artistes et organisations culturelles. Par exemple le <u>Comptoir des Ressources Creatives</u> dans 5 villes wallonnes ou encore <u>UFO</u>, réseau flamand des ateliers d'artistes.



Oser avoir une vision globale de l'occupation de l'espace public

Sans le vouloir, les différents niveaux politiques empêchent le développement régional d'initiatives fortes mises en place par les communes. Ici aussi, la Région a un rôle à jouer pour soutenir et dépasser les frontières communales. Enfin, une plus grande transparence est également requise : confier le pouvoir à des commissions professionnelles dotées d'une expertise artistique pour décider de la manière dont les espaces publics peuvent être utilisés à des fins artistiques.



05 | Enseignement, formations et emploi

La place des arts et de la culture dans l'éducation est questionnée sur le plan national, en partie suite aux mauvais résultats de l'enquête PISA. Une première recommandation est donc adressée aux ministres de l'enseignement. Reconnaître et valoriser les arts et la culture comme une composante indispensable du développement des enfants et des jeunes. Soutenir et renforcer les initiatives existantes qui garantissent la place de la culture dans les écoles. Promouvoir ainsi la participation à la vie culturelle et l'accès au secteur culturel de la jeunesse bruxelloise.

S'engager dans la participation des jeunes en promouvant les collaborations entre les écoles et les acteur-ices culturel·les

- En FWB, le développement du <u>PECA</u> a été une grande avancée. Toutefois, les fonds alloués à Bruxelles dans ce cadre sont actuellement insuffisants par rapport au nombre d'élèves bruxellois·es. Des moyens supplémentaires sont donc nécessaires.
- Du côté flamand, l'opération "brede schoolwerking" de la VGC, en collaboration avec les "gemeenschapscentra" et les communes, fait entrer le quartier (et donc la culture) dans les écoles.
- Donner des moyens pour que l'expertise acquise sur le terrain soit partagée dans le reste du secteur en soutenant les structures de soutien et les organisations représentatives

Encourager les initiatives qui réduisent les obstacles à l'enseignement artistique supérieur

- Proposer des cours de préparation aux examens d'entrée pour les jeunes Bruxellois·es (cfr Classe Prépa Théâtre à Namur)
- Soutenir les étudiant·es précaires pour faire face aux coûts élevés des ateliers et des frais d'entrée dans les institutions artistiques.
- Soutenir les systèmes de parrainage d'étudiant·es issu·es de différents milieux socioculturels par des mentors externes (cf. Transfocollect).
- Présentation des travaux d'étudiants (bachelor-master) dans les écoles secondaires.
- Lancer une base de données pour les jobs d'étudiant dans le domaine de la culture.

Encourager des artistes à se former en finançant un enseignement artistique de qualité. Cela comprend également l'enseignement artistique à temps partiel organisé par les communes et les réseaux d'enseignement (les académies). Cette offre n'est pas assez large. La force de l'enseignement repose sur sa diversité : un groupe intergénérationnel s'y forme et s'y développe, à des prix démocratiques.

Stimuler le recrutement des jeunes bruxellois·es dans le secteur culturel

- Un outil important pour diversifier le paysage culturel réside dans le recrutement de personnes qui ont grandi à Bruxelles. Les projets d'insertion professionnelle d'Actiris, et les formations de Bruxelles Formation sont des projets de grande valeur qui pourraient encore davantage contribuer à jeter des ponts entre les demandeur euses d'emploi et le secteur culturel bruxellois. Le RAB/BKO plaide pour le maintien des contrats ACS, tout en demandant des projets de formation et d'insertion professionnelle supplémentaires pour faciliter l'intégration de demandeur euses d'emploi dans le secteur culturel.
- Là encore, le secteur s'est déjà montré inventif en proposant des initiatives permettant aux jeunes des quartiers bruxellois de travailler dans des projets culturels (pensez à Recyclart, Art2Work et Decoratelier).
 Ici encore, nous demandons au décideur-euses politiques de reconnaître, de soutenir et d'adopter cette créativité.



Améliorer les conditions de travail dans le secteur culturel

Les salaires précaires provoquent un départ considérable de travailleur euses qualifiées, notamment dans les domaines de la communication et de la technique.

- Intégrer les indexations salariales dans l'octroi des subventions.
- Étendre les mesures fédérales <u>Maribel</u> afin qu'un plus grand nombre d'organisations culturelles, issues d'un plus grand nombre de commissions paritaires, puissent y faire appel.
- Soutenir les organisations de terrain proposant des formations (comme le Fonds 304, Cultuurloket) dans le développement de formations et de conseils sur la prévention du burn-out et l'aide psychosociale pour les artistes et les travailleur euses culturel·les.



06 | Durabilité

Encourager les initiatives actuelles des pouvoirs publics

Ces dernières années, Bruxelles a fait des avancées importantes en lançant des initiatives comme "Good Move" et "Good Food". Les réseaux recommandent de poursuivre ces initiatives et d'impliquer davantage le secteur culturel dans les projets de développement durable sous la prochaine législature.

Soutenir les initiatives existantes sur le terrain

Un travail important est mené depuis des années au sein du secteur culturel et de la société civile. En 2023, en collaboration avec les réseaux Brussels Museums et La Concertation, le RAB/BKO a créé <u>SamenDurable</u> - une plateforme d'information, d'échange et de coopération transversale autour de la transition climatique pour et par les acteur-ices culturel·les sur le territoire bruxellois. <u>Soutenir ce type d'initiatives et les réseaux de coopération (inter)sectorielle déjà existants</u> (comme <u>EventChange</u>, <u>Pulse Transitienetwerk</u>, <u>In Limbo</u>, <u>Bruxeo</u>, <u>Eco-conseil</u>, ...) où les organisations culturelles peuvent se partager bonnes pratiques, ressources et expériences en matière de durabilité, faire les premiers pas vers une économie circulaire, former leur personnel en matière de durabilité. En créant une "communauté durable", on encourage les initiatives respectueuses de l'environnement et les plus petites organisations peuvent trouver du soutien et bénéficier de l'expérience des institutions ayant une longueur d'avance.

Incitations financières et subventions spécifiques

Créer des fonds ou subventions spécifiques pour soutenir les acteur-ices culturel·les dans l'adoption de pratiques durables : amélioration de l'efficacité énergétique, initiatives de réduction des déchets ou gestion durable d'événements. Laisser une place pour les organisations culturelles dans les fonds de développement durable actuels, qui se concentrent trop souvent exclusivement sur les entreprises.

Infrastructure

Investir pour rendre l'infrastructure culturelle existante plus durable, en stimulant notamment l'utilisation de sources d'énergie renouvelable, de technologies de construction écologiques et de mesures de gestion de l'eau. Offrir une aide financière aux organisations culturelles qui adaptent leurs bâtiments aux normes les plus strictes.

Durabilité numérique

Au cours de la dernière législature, la numérisation du secteur s'est accélérée, notamment en raison de la pandémie. Le RAB/BKO identifie les évolutions suivantes :

- La digitalisation du secteur offre des possibilités de rendre l'art plus accessible, par exemple pour les personnes moins mobiles. Pour autant, l'offre numérique ne doit pas dépasser la demande du public. En 2023, le réseau a collaboré avec l'ULB, pour mener la recherche "Digi-Tales of Inclusivity".
- Le réseau s'inquiète de la transformation numérique rapide de la société, en particulier pour les personnes qui ont peu ou pas de compétences numériques et risquent donc d'être encore plus exclues.
- Le réseau souligne en outre l'importance d'une numérisation sociale et durable. À Bruxelles, des initiatives existent comme le "Cycle Numerique" et le travail de Constant et Tactic, entre autres. Le RAB/BKO estime que le secteur gagnerait à suivre l'exemple concret de Public Spaces, une alliance d'acteur-ices culturel·les hollandais-es qui utilisent des alternatives locales et durables aux outils numériques proposés par les multinationales. Au niveau européen, un groupe de travail au sein du réseau ENCC y réfléchit.



07 | Tourisme, communication culturelle et marketing urbain

Le secteur culturel bruxellois et le service touristique régional visit.brussels partagent le même objectif : renforcer et communiquer l'identité diversifiée, plurielle et collective de Bruxelles en organisant des événements culturels et en assurant une communication claire à leur sujet. En ce sens, le secteur culturel dispose encore d'un potentiel très important qui pourrait être mieux exploité dans le cadre de la stratégie touristique régionale. Le développement d'une identité bruxelloise est étroitement lié à un sentiment d'appartenance culturelle. Pour ce faire, la participation culturelle est essentielle, ainsi que l'aménagement et l'utilisation de l'espace public et de tiers lieux dans une optique d'intérêt culturel.

La culture est donc le secteur par excellence pour dynamiser et promouvoir l'image de Bruxelles. Bruxelles possède une identité artistique et culturelle incroyablement riche, avec des acteur-ices culturel·les œuvrant au niveau mondial. Il convient donc de renforcer les liens avec le secteur culturel dans le cadre de l'élaboration d'une politique touristique, en travaillant du terrain vers les décideur-euses et en exploitant l'énorme potentiel existant dans le domaine culturel.

Revaloriser la culture au sein des grands événements

Les événements organisés par visit.brussels ou Brussels Major Events s'adressent aux visiteur-euses internationaux-ales, mais aussi à tous-tes les Bruxellois-es et autres compatriotes. Pour que le Bright Festival, Plaisirs d'Hiver ou la Fête de l'Iris aient une réelle valeur culturelle, leur contenu, planification et organisation peuvent être mieux coordonnés avec le secteur culturel existant qui façonne quotidiennement l'identité bruxelloise dans toute sa diversité. Il va sans dire qu'il faut garantir des pratiques et des rémunérations équitables.

Ici, il convient d'accorder une attention particulière à une programmation estivale, pour la grande partie de la population bruxelloise qui ne peut partir en voyage.

Considérer Molenbeek-Bruxelles 2030 comme une opportunité de développer une véritable politique culturelle bruxelloise

Bruxelles mérite une politique culturelle globale qui se reflète dans les plans touristiques de la ville, dans la communication, dans l'aménagement du territoire des quartiers et surtout qui s'appuie sur la participation de tous-tes les Bruxellois-es. La candidature de Molenbeek-Bruxelles au titre de Capitale culturelle de 2030 est l'occasion d'y réfléchir en profondeur et de développer des projets concrets qui transforment la ville. Il ne faut pas laisser le développement de ce plan dépendre de l'obtention ou non du titre de Capitale culturelle. Comme plan B, prévoir des personnes et des moyens pour mettre en place un projet culturel en 2030, en collaboration avec d'autres villes européennes confrontées à des défis similaires à ceux de Bruxelles.

Créer une communication culturelle visible par tous à Bruxelles

En entrant dans n'importe quelle station de métro à Paris (ou dans toute autre capitale européenne), vous savez immédiatement quels films ou spectacles sont à l'affiche. À Bruxelles, le monde de la culture n'est pas assez visible dans le paysage urbain, la richesse de la programmation culturelle n'est pas suffisamment mise en valeur. Il se passe tellement de choses dans notre ville : la région bruxelloise doit prendre conscience qu'elle est une capitale culturelle et faire rayonner ce message à l'extérieur.



Conclusion

Avec ces recommandations, nous espérons dessiner les contours de la future politique culturelle de Bruxelles. En tant que réseau reflétant la diversité et la richesse du secteur artistique et culturel à Bruxelles, nous nous adressons à tous ceux qui détermineront directement ou indirectement la politique artistique et culturelle à Bruxelles dans les années à venir. Nous espérons ainsi entamer un dialogue ouvert et constructif avec les responsables politiques et contribuer avec ces derniers à la vitalité culturelle de Bruxelles, au bénéfice des artistes et des habitant·es de la capitale.

Nous renonçons délibérément à donner à ce document le titre de "mémorandum", car nos recommandations ne sont pas gravées dans le marbre. Nous poursuivons la conversation avec nos membres et d'autres organisations de la société civile et prévoyons des mises à jour régulières de ce document.

Cette première "version longue" a été approuvée par l'Organe d'Administration du RAB/BKO le 21 décembre 2023. Une synthèse de ce document suivra en janvier, à l'intention des collaborateurs des partis politiques.



Sources

Pour la rédaction de ce texte, outre les sources mentionnées ci-dessus, nous nous sommes appuyés, entre autres, sur les memorandums suivants :

- Memorandum RAC
- Memorandum Bruxeo
- Memorandum oKo
- Memorandum cult!
- Oriëntatiekader lokale verkiezingen De Federatie
- Memorandum Pulse Transitienetwerk

Colophon

Rédaction

Juliette Mogenet, Brigitte Neervoort, Quinten Wyns

Équipe

Arnaud de Schaetzen, Meike de Roest, Brigitte Neervoort, Katrien Reist, Keisha Strano

Organe d'administration RAB

Président

Michel Steyaert (Centre Vidéo Bruxelles)

Catherine Ansay (Théâtre les Tanneurs)

Anne Deltour (Orfeo)

Nicolas Dubois (Théâtre National)

Bouchra Hbali (Zoart)

Chloé Housseau (Îles / Artist Project)

Florent Le Duc (FrancoFaune)

Marie-Caroline Lefin & Lies Doms (La Monnaie)

Tristan Locus (Zinneke)

Tania Nasielski (Centrale for contemporary art)

Adrienne Nizet (Passa Porta)

Mohamed Ouachen (Diversité sur scène)

Emilie Wacker (Thor)

Organe d'administration BKO

Présidentes

Melat Gebeyaw Nigussie (Beursschouwburg) Karlien Vanhoonacker (Kunstenwerkplaats)

Tom Bonte (Ancienne Belgique)

Yasmina Boudia (Hiros)

Michaël De Cock & Kristien De Coster (KVS)

Hendrik De Smedt (RITCS) Ilke Froyen (Passa Porta)

Sophie Rocca (Wiels)

Walter Salender (GC De Vaartkapoen)

Maarten Van Rousselt (Flagey)

Frederik Verrote (Kunstenfestivaldesarts)

Valérie Wolters (Zinnema)

Réseau des Arts à Bruxelles ASBL

Siège & bureau : Rue de Flandre 46 1000 Bruxelles

Brussels Kunstenoverleg VZW

Zetel Bureau

Sainctelettesquare 19 Vlaamsesteenweg 46 1000 Brussel 1000 Brussel

Info@rabbko.be | www.rabbko.be

